

M. BORDEN : Quel compte voulez-vous que j'en tienne?

M. TALBOT : C'est ce que je veux savoir.

M. BORDEN : Si l'honorable député me posait sa question d'une manière intelligible, je tâcherais d'y répondre. J'allais dire aux députés que je vois sourire et qui semblent avoir des doutes sur ce sujet qu'ils feraient bien de demander une enquête.

M. JOHNSTON : Cette enquête, vous l'aurez.

M. BORDEN : Vous la promettez?

M. JOHNSTON : Assurément.

M. BORDEN : Fort bien! Je suis bien aise que l'honorable député fasse une telle promesse. Il est très utile d'avoir quelqu'un sur qui compter pour une telle besogne. Tout en le félicitant de son souci de l'intérêt public, je le préviendrai que cette enquête, si elle est instituée, sera complète et effective, et ne visera pas seulement une seule des parties intéressées.

Je dois m'excuser d'avoir attribué à ce sujet une aussi grande partie du temps de la Chambre, et j'exprimerai en terminant le sincère espoir que la mesure promise vers la fin du discours de Son Excellence ne tardera pas à nous être présentée. Je le répète, la gauche s'empressera de prêter loyalement son concours au gouvernement pour faire en sorte que notre loi électorale soit ce qu'elle devrait être, c'est-à-dire qu'elle réprime autant que possible les abus qui se sont répandus au Canada d'une façon si alarmante en ces dernières années.

Sir WILFRID LAURIER : Monsieur l'Orateur, ce m'est plus qu'une faveur ordinaire de pouvoir, moi aussi, féliciter les orateurs qui ont proposé et appuyé l'adresse qui vous a été remise, de la manière dont ils se sont acquittés d'un devoir qui, pour important qu'il soit toujours, n'en est pas moins d'un accomplissement assez difficile. Tout comme moi-même la Chambre se plaira à reconnaître que l'honorable député de Peterborough (M. Hall) et mon honorable ami de Richelieu (M. Lanctôt) nous ont gratifiés de discours de précieuse valeur. Intéressantes du premier mot au dernier, les observations de mon honorable collègue de Peterborough sont néanmoins marquées au coin d'une bienveillance excessive à mon égard. Mon honorable ami s'est exprimé en termes par trop flatteurs sur la part que j'ai eu la bonne fortune de prendre aux délibérations de la conférence impériale qui s'est tenue à Londres en avril et mai derniers. Cette conférence, il faut bien le dire, a fait manifester des opinions diverses, et on en est encore en certains quartiers à se demander si elle a produit quelque résultat utile ou même si elle a abouti à quelque chose. Membre de cette conférence, je dois à la vérité de dire qu'en tant que spectacle elle a trompé l'attente des jingoes et des observateurs superficiels, mais je crois pou-

voir affirmer qu'elle a accompli une œuvre durable appelée à marquer une ère nouvelle dans l'histoire de l'empire britannique. A venir jusqu'à cette année les conférences s'étaient tenues irrégulièrement, en l'absence de toute règle et de tout objet défini. Dorénavant les conférences se tiendront d'après des règles convenues et nettement définies. Elles auront lieu à des époques fixes, on en a déterminé la position et clairement défini l'objet, et, détail important entre tous, il a été déclaré, convenu et résolu par tous les intéressés qu'il ne s'agirait pas de conférences entre particuliers, entre supérieurs et subordonnés, mais bien de conférences entre gouvernements, de conférences entre le Royaume-Uni et les jeunes nations comprises dans l'empire. Ou je me trompe fort ou l'on peut dire que cette circonstance illustrera l'une des plus importantes pages de l'histoire de l'empire britannique, que le fait était assurément sans précédent dans l'histoire du monde.

A l'ouverture de la conférence, le 14 avril 1907, la principale question à étudier était celle des relations entre la mère patrie et les jeunes nations comprises dans l'empire. Le problème à résoudre résidait dans le principe d'après lequel ces relations devaient être régies. Devait-on faire prévaloir la centralisation ou l'autonomie? Dans l'esprit d'un grand nombre, ces relations devaient reposer sur le principe que les jeunes nations filiales ne devaient être que de simples satellites gravitant autour de la nation mère, tandis que d'autres prétendaient au contraire—et avec raison, selon moi—que pour reposer sur des bases convenables l'empire devait se composer d'un groupe brillant de nations relevant de la couronne britannique.

L'hon. M. FOSTER : Sans vouloir l'interrompre, mon très honorable ami me permettra-t-il de lui demander s'il veut parler des opinions exprimées par les membres de la conférence même?

Sir WILFRID LAURIER : Je parle d'opinions exprimées à la conférence et ailleurs.

L'hon. M. FOSTER : Dans ce cas, mon très honorable ami aurait l'obligeance de citer les noms de ceux qui désiraient réduire les colonies à l'état de subordonnées ou de satellites?

Sir WILFRID LAURIER : Je ne crois pas devoir satisfaire la curiosité de l'honorable député.

L'hon. M. FOSTER : Je crois que mon très honorable ami en est incapable.

Sir WILFRID LAURIER : Je tiens à éviter les personnalités; néanmoins, si mon honorable ami veut bien poursuivre ses recherches, il pourra constater que je dis la vérité en se reportant au compte rendu des délibérations de la conférence.

L'hon. M. FOSTER : Je l'ai lu en entier sans y rien trouver de tel.